

Russie : l'hommage à Sergueï Kovalev

Les « nouveaux dissidents » ont salué la mémoire de leur aîné, inhumé vendredi.

JULIAN COLLING [@julianclg](#)
MOSCOU

DISPARITION Le lieu n'a pas été choisi au hasard. Dans un clin d'œil, c'est au Centre Sakharov que s'est déroulée vendredi la cérémonie publique d'obsèques de Sergueï Kovalev. Andreï Sakharov, figure tutélaire de l'opposition au pouvoir soviétique, avait été l'un de ses compagnons de route dans la dissidence. Ils avaient tous deux été des scientifiques renommés - le premier était physicien nucléaire, le second biologiste. Sakharov avait disparu en 1989, peu avant la chute de l'URSS. Lundi, le 9 août, c'était au tour de Kovalev, à l'âge de 91 ans.

Pour cet ultime hommage rendu au dernier des « grands » dissidents, lutteur infatigable, une pléthore de *pravozachitniki* - « défenseurs des droits » - et de militants politiques ont fait le déplacement. Car les temps sont difficiles pour l'opposition en Russie, dans un climat de répression toujours plus généralisée contre les voix dissonantes actuelles (voir édition du 5 août). Le décès de Sergueï Kovalev évoque inévitablement des similarités entre les époques, entre ce contre quoi il se battait il y a cinquante ans - notamment sous le règne de Leonid Brejnev - et le climat actuel en

strict dans l'Oural, avant de passer trois ans supplémentaires en « exil interne » dans la terrible région de la Kolyma (Sibérie). Il ne reviendra à Moscou que sous Gorbatchev, en pleine perestroïka, une période de libéralisation qui lui permettra de reprendre peu à peu un rôle central dans le mouvement droit-de-l'homme, puis en politique.

Kovalev s'investit notamment dans la jeune organisation Memorial - créée en 1987 et toujours active -, devient député du Conseil suprême russe puis à la Douma, secrétaire de la première commission des droits de l'homme en Russie indépendante. Il participe même à la rédaction du volet « droits humains » de la nouvelle Constitution.

Mais, rapidement, il met en garde - déjà - contre la dérive militariste et autoritaire de Boris Eltsine. Le déclin ? La brutale Première guerre de Tchétchénie (1994-1996), dont Kovalev dénonce, depuis Grozny bombardée, les abus et crimes de l'armée russe. Il sera illico démis de ses différentes fonctions, mais fait à nouveau preuve d'un grand courage en se proposant à la place des 1500 otages détenus par les islamistes tchétchènes à Boudionnovsk (1995).

« L'escalade répressive continue »

La suite des événements lui donne-

Russie.

« Des parallèles sont en effet à dresser », pense le militant politique empoisonné à deux reprises Vladimir Kara-Murza, rencontré à la cérémonie. « Vous savez, Boris Nemtsov (opposant assassiné en 2015, NDLR), dont le meurtre a été une vraie bascule, refusait le terme de "chef de l'opposition", car, l'opposition, c'était pour les pays démocratiques, avec des élections libres. Il se disait dissident. »

Et Kara-Murza de rappeler que Sergueï Kovalev, dès 1999, alertait contre ce qu'il voyait comme un potentiel tournant sécuritaire et autoritaire de la Russie avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Il a même voté contre l'intronisation de cet ancien agent du KGB soviétique. Le même KGB qui l'avait arrêté en 1974, comme ses amis dissidents, avec qui il éditait la *Chronique des événements en cours*, une revue auto-éditée (un *samizdat*) qui a répertorié, à partir de 1968, les abus contre les droits de l'homme et les procès iniques du pouvoir central.

En 1969, Kovalev crée aussi la première organisation de défense des droits de l'homme en URSS. « Il a toujours ferrailé contre le mensonge et la violence », résume Kara-Murza.

À cette époque, ce biologiste brillant et renommé sacrifie sa carrière scientifique pour se consacrer à son combat. « C'était un homme d'une droiture exceptionnelle, un vrai champion des droits de l'homme », loue Tania Lokchina, une autre amie, qui travaille à l'ONG Human Rights Watch.

Jugé en 1975 à Vilnius, il est envoyé pour sept ans en colonie de régime

ra, en tout cas, raison quant aux évolutions du système.

« Bien sûr on a plus de libertés et d'information aujourd'hui, mais l'escalade répressive continue et nous avons autant de prisonniers politiques qu'à l'époque de Brejnev, des centaines », rappelle Alexandre Tcherkassov, président de la branche « défense des droits » au sein de Memorial, une association qui travaille notamment à la mise au jour des crimes de masse soviétiques. « La période actuelle est un révélateur. Au moins, on comprend maintenant dans quel pays on vit réellement. Sergueï l'avait bien sûr compris. »

Mais Tcherkassov tient surtout à rendre hommage à l'étonnant optimisme dont le vétéran faisait constamment preuve : « Kovalev était un "marathonien" de la lutte, il voyait les choses sur un temps très long. Lorsqu'il était biologiste, son chef lui avait demandé : "À quoi bon faire ce que vous faites, les dissidents ? Regardez, Byzance est restée debout 300 ans !" Et Sergueï lui avait répondu : "300 ans, OK, pas de problème." Pour lui il fallait continuer la lutte chaque jour vers la victoire, peu importe si (ce devait être) dans 40 ou 300 ans. »

Tous les militants interrogés saluent cet espoir laissé. « Il a montré que l'on pouvait rester libre et garder sa dignité », observe Vladimir Kara-Murza. « Les dissidents n'étaient qu'une poignée, armés de leurs seuls mots, et se battaient contre une énorme machine, mais ils ont montré qu'il était possible de l'emporter. » « Ils ont montré que leur "cause sans espoir", comme ils l'appelaient avec humour, n'était pas si désespérée », conclut Tania Lokchina. ■